



# De la déception aux nouveaux espoirs

Le document final de Rio+20 - *L'avenir que nous voulons* - est le résultat d'un long et difficile processus de négociation. Les réunions qui ont précédé la Conférence (PREPCOM) ont permis d'élaborer un texte, largement commenté par des acteurs de la société civile, mais dont seulement 20 % recueillait un avis unanime de l'ensemble des Etats, fin mai 2012. La dernière PREPCOM, qui s'est tenue du 13 au 15 juin à Rio, a permis de rapprocher les points de vue, mais un accord n'avait été trouvé que sur moins de 40 % du texte d'origine.

Le document final a été entériné par les représentants de 194 pays, dont 79 représentés par des chefs d'Etat ou de gouvernement. Peu de dirigeants de pays riches - à l'exception notable du Président français - ont participé à Rio+20. La crise financière que traversent de nombreux pays explique en partie l'absence de leurs dirigeants à Rio. Ceux-ci sont préoccupés par le redressement des économies de



leurs pays et peu enclins à prendre des positions ambitieuses qui se traduiraient par des engagements financiers.



Aussi les négociateurs brésiliens ont-ils pris alors l'initiative de proposer une nouvelle version de ce texte, d'une soixantaine de pages, qui comprend 280 articles. Ce texte a été expurgé de toutes les questions qui ne recueillait pas un avis de l'ensemble des Etats afin qu'il soit « politiquement acceptable ». Des questions cruciales, comme le financement du développement ou les modalités de transfert de technologies, n'ont pas été évoquées.

## Un texte décevant

Tout cela fait dire, à de nombreux observateurs, que le texte adopté est minimaliste, voire en régression, par rapport à des orientations affirmées lors de conférences précédentes. Il s'agit de simples souhaits ; engagements financiers ou calendriers de réalisation en sont absents. En effet, chaque pays reste pleinement souverain ; il n'y a pas de droit de regard d'un Etat sur l'autre, même si le principe de responsabilité commune est affirmé...

« Nous avons besoin de résoudre toutes les crises auxquelles est confrontée la planète : sociale - trop de gens vivent avec moins de 2 dollars par jour-, financière - les caisses sont vides- et écologique : contamination des eaux, pollution de l'air, réchauffement climatique, perte de la biodiversité [...]. Il faut inventer un modèle de développement capable de protéger toutes les formes de vie, les biens immatériels aussi, la beauté des paysages. On n'a plus de temps pour une transition lente ».

**Marina Silva**, ex ministre de l'environnement du Brésil (source [www.Libération.fr](http://www.Libération.fr))



« L'humanité vit une crise profonde et multiple. Je crois que c'est à partir de la reconnaissance de l'existence de cette crise multiple que l'on va pouvoir construire de nouveaux paradigmes. La culture et la diversité culturelle sont un point de départ et sont la base qui articule cette transformation civilisationnelle dont nous avons besoin ».

**Maria Fernanda ESPINOSA**  
Ministre du Patrimoine, Equateur.  
(source : [www.Positive-Rio.tv](http://www.Positive-Rio.tv))



« Cette déclaration a pris en compte les points de vue des Africains. Cependant on ne peut pas dire que nous sommes satisfaits puisque les engagements qui ont été effectivement pris ne sont pas des engagements concrets, ce ne sont pas des engagements chiffrés. Aujourd'hui en Afrique, on ne peut plus attendre puisqu'il y a l'insécurité alimentaire, les questions de conflit, de changement climatique, de désertification. Tout cela se résume à la pauvreté de la population ».

Mamadou GAKOU,  
Directeur de l'AEDD, Mali.  
(source : [www.Positive-Rio.tv](http://www.Positive-Rio.tv))

L'accord final signé à Rio le vendredi 22 juin ne mentionne pas de véritable proposition pour réagir face aux difficultés sociales et environnementales de la planète. Seulement des promesses générales, aucun objectif chiffré. Le Sommet s'est engagé à promouvoir une économie verte, à préserver les ressources naturelles, à éradiquer la pauvreté. A propos du projet de déclaration, le Secrétaire général des Nations unies a parlé d' «un très bon document, une vision sur laquelle nous pourrons bâtir nos rêves ». Bâtir nos rêves, expression significative... Ce projet commence ainsi : « Nous, chefs d'Etat et de gouvernement, [...] renouvelons notre engagement en faveur du développement durable et de la promotion d'un avenir durable sur les plans économique, social et environnemental, pour notre planète comme pour les générations actuelles et futures ». La déclaration précise que les politiques d'économie verte ne doivent pas « imposer de règles rigides », qu'elles doivent « respecter la souveraineté nationale de chaque pays ». Quant aux financements, Rio+20 encourage l'appel au soutien des entreprises.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont refusé de se voir imposer des contraintes susceptibles de nuire à la croissance économique de leur pays. Cette attitude a arrangé les Etats-Unis.

De toute évidence, les entreprises multinationales s'en sortent bien : elles n'auront pas à supporter la moindre contrainte. Elles ont eu les moyens de faire pression sur les Etats et les organisations onusiennes pour que leurs intérêts économiques et politiques soient préservés.

Toutefois, le document final de Rio laisse apparaître quelques avancées :

Il réaffirme l'intérêt de la communauté internationale pour le développement durable. Une vision à long terme, partagée par l'ensemble des Etats, permet de disposer d'un cadre politique et sociétal clair.

Il exprime une volonté politique forte pour construire une économie verte et équitable. La mise en application de cette économie ne sera possible qu'avec le concours des acteurs économiques et de la société civile dans son ensemble. Les contours de « l'économie verte » restent cependant à définir ; de nombreux acteurs restent critiques sur cette notion dont s'emparent volontiers les transnationales en particulier.

Il introduit les Objectifs du Développement Durable (ODD), qui permettent d'affirmer que le développement doit prendre en compte toutes les dimensions de la durabilité. Ils ne sont pas des objectifs de « rattrapage » comme peuvent l'être les Objectifs du Millénaire du Développement (OMD), mais des objectifs qui permettent de construire de nouveaux paradigmes.



Il aborde la question de la **gouvernance internationale**. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) verra ses attributions élargies ; toutefois il ne deviendra pas une agence. Son nouveau champ d'action et l'affectation de nouveaux moyens seront précisés ultérieurement. Le document final prévoit la création d'un forum politique de haut niveau, qui rassemblerait des ministres, dans le cadre des Nations unies : la première réunion aurait lieu en septembre 2013. Ce forum remplacera la Commission du Développement Durable, créée à Rio en 1992.

Il traite de la question des **océans**, qui font l'objet d'un paragraphe très remarqué, qui insiste à la fois sur la conservation des océans et la gestion durable de leurs ressources : « *Nous nous engageons à protéger et à régénérer la santé, la productivité et la résilience des océans et des écosystèmes marins, et à maintenir leur biodiversité en assurant leur conservation et leur exploitation durable pour les générations actuelles et futures. Nous nous engageons aussi à appliquer efficacement une démarche écosystémique et l'approche de précaution dans la gestion des activités influant sur le milieu marin, dans le respect du droit international, afin de tenir les en-*

*gagements pris concernant les trois dimensions du développement durable* » (paragraphe 158). L'opposition de quelques pays a toutefois empêché un accord sur un texte plus ambitieux, qui aurait porté par exemple sur la question des hautes mers et des aires marines protégées.

## Le rôle de la société civile

La société civile s'est fortement impliquée dans le processus de préparation de Rio+20 puisqu'elle a été très présente à Rio. Ses contributions aux différentes versions du texte de négociation ont été nombreuses, mais peu des propositions formulées par la société civile ont été prises en compte. Pourtant, l'initiative *Dialogues de Rio*, prise par le Brésil a rencontré un franc succès.

Afin de recueillir les avis de la société civile, sur dix thèmes<sup>1</sup> en relation avec Rio+20, une plateforme en ligne a été créée. Celle-ci a enregistré plus d'un million de contributions et elle a servi de base pour quatre jours de débats à Rio, séances auxquelles ont participé des milliers de personnes.

<sup>1</sup> Villes durables, économie du développement durable, développement durable comme réponse aux crises économiques et financières, énergie, chômage, eau, sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté, forêts, océans.



« *Ce qui manque aujourd'hui ce sont des mouvements citoyens planétaires. C'est une tâche que l'on ne peut pas déléguer aux Etats. On ne peut pas attendre des entreprises. C'est nous qui devons être planétaire pour combattre la globalisation* ».

Cândido GRZYBOWSKI,  
Directeur de IBASE, Brésil.  
(source : [www.Positive-Rio.tv](http://www.Positive-Rio.tv))

« Je suis toujours optimiste, mais je crois que les solutions viendront des citoyens plus que des politiques. Aujourd'hui, nous devons tous ensemble construire le futur que nous voulons [...]. Et quand je dis tous, je pense aux citoyens lambda, mais aussi aux entreprises qui ont les moyens de changer les choses. C'est sûr qu'il serait préférable que nos politiques s'entendent aussi pour réguler la planète, car nous allons tous en payer les conséquences ».

**Muhammad Yunus**, fondateur du micro-crédit, Bangladesh.  
(source : [www.terraeco.net](http://www.terraeco.net))

Les principales propositions sont la création d'une taxe sur les transactions financières, les réformes fiscales au bénéfice des plus défavorisés et de la protection de l'environnement et la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et les ONG afin de trouver des solutions durables aux crises financières. Cependant, le document final de Rio+20 n'a intégré que peu de recommandations issues de ce processus de dialogue.

A Rio, une grande variété d'acteurs de la société civile ont organisé quelque 3000 événements : débats, expositions, séminaires, manifestations... Ils ont aussi fortement contribué à l'information de l'opinion publique mondiale palliant ainsi la faible couverture des médias internationaux.

groupe de travail pour établir un calendrier du processus d'élaboration des Objectifs de Développement Durable : « *Les droits à l'alimentation, à l'eau potable et à l'assainissement sont affirmés de façon plus marquée* ». Toutefois, il parle d'échec à propos de la Conférence de Rio+20 car, même s'il a été décidé de renforcer le PNUE, on n'en connaît pas les modalités. Quant au projet d'Organisation Mondiale de l'Environnement, il n'a pas abouti. Etaient opposés à ce projet les Etats-Unis, le Canada et la quasi-totalité des pays émergents, qui pensaient qu'ils auraient ainsi de nouvelles contraintes. Au sujet du principe de « responsabilité commune mais différenciée des nations », qui avait été affirmé en 1992, à propos de la lutte contre le changement climatique, les pays du Nord ont essayé de faire supprimer la référence à ce principe dans la déclaration finale ; ils n'y sont pas parvenus en raison d'oppositions, en particulier celle de la Chine.

Les juristes s'inquiètent également de l'absence de mention dans la déclaration finale à propos des déplacés environnementaux et des réfugiés climatiques. A ce sujet, Michel Prieur a déclaré : « *C'est lamentable, car il s'agit de la plus grande catastrophe humanitaire actuelle et à venir. Ces réfugiés ne bénéficient d'aucun statut international, ni d'aucune protection juridique* » (art. in *Le Monde*, 23 06 2012).



## Le point de vue des juristes

Lors de journées de rencontres consacrées au droit de l'environnement, les juristes ont fait part de leurs points de vue sur les conclusions de Rio+20. Michel Prieur, président du CIDCE (Centre International de Droit comparé de l'Environnement), cite quelques points positifs, ainsi le fait qu'il soit prévu un



## Quelques pistes pour post-Rio+20

La nécessité de **modifier les modes de production et de consommation** est réaffirmée avec force. Les changements de comportement des citoyens doivent être encouragés par l'ensemble des décideurs publics ou privés. En effet, les acteurs publics, en prenant en compte l'ensemble des exigences du développement durable, doivent offrir de nouveaux services, plus respectueux de l'environnement et dans la recherche d'une plus grande équité. Les entreprises de tous les secteurs d'activités doivent concevoir et produire des biens et services plus durables, qui requièrent moins d'énergie et de matières premières. Cela demande une collaboration étroite entre tous les acteurs pour fixer et mettre en œuvre des objectifs précis. L'agriculture sera un secteur clé du développement durable. Cela est particulièrement vrai pour l'Afrique sub-saharienne, qui devra faire face à un fort accroissement démographique au cours des quinze prochaines années. En effet, plusieurs enjeux essentiels sont à relever : adaptation aux changements climatiques, sécurité alimentaire, amélioration de la santé en milieu rural, conservation des écosystèmes. A Rio, des acteurs de la société civile ont réaffirmé le **rôle primordial de l'agriculture familiale**<sup>2</sup>, qui absorbe l'essentiel de la main-d'œuvre et qui garantit une certaine sécurité alimentaire grâce à l'autoconsommation. Le développement de ce type d'agriculture requiert des stratégies de développement intégrées, qui s'appuient sur des

approches territoriales et participatives. La réussite de ces stratégies repose sur trois éléments : l'accès à la terre (certaines populations rurales sont menacées par l'achat de grandes surfaces de terre), l'accès aux marchés régionaux (élément important pour la sécurité alimentaire) et l'accès au crédit.

Au niveau mondial, il n'existe pas d'organisme, chargé de rappeler et de défendre l'intérêt général, comme la Commission Européenne pour l'Europe. Or, il apparaît indispensable de disposer d'une **autorité de coordination des politiques engagées** ; il n'est plus possible de s'en tenir à la seule régulation par le marché. Tous les acteurs, publics et privés, doivent avoir des comptes à rendre à la communauté internationale.

Les collectivités territoriales représentent un niveau d'expérimentation idéal pour agir contre les dégradations de l'environnement et les inégalités sociales. Elles pourront ensuite constituer des relais pour faire des propositions aux Etats en s'appuyant sur les expériences qu'elles auront menées.

**Les organisations de la société civile** doivent dépasser une attitude de critique systématique et de lobbying sectoriel. Elles doivent, comme elles ont commencé à le démontrer à Rio, devenir **force de proposition**, en trouvant un équilibre entre les différents aspects à prendre en compte : aspects sociaux, économiques, écologiques, culturels, politiques.



*« Nous devons passer d'un leadership global à une citoyenneté mondiale. En tant que pays du monde occidental, nous devons faire preuve de leadership car nous sommes à l'origine de la plupart des problèmes actuels. Et nous sommes aussi les pays vers lesquels se tournent les autres pays pour définir leur développement ».*

Severn SUZUKI  
(source : [www.Positive-Rio.tv](http://www.Positive-Rio.tv))

<sup>2</sup> 2014 sera l'année internationale de l'agriculture familiale, décrétée par l'ONU.



*Les alternatives se trouvent dans nos peuples, notre histoire, nos coutumes, nos savoirs, pratiques et systèmes productifs, que nous devons entretenir, revaloriser pour passer à l'échelle d'un projet contre-hégémonique et transformateur.*

Extrait de la Déclaration finale du Sommet des Peuples de Rio+20.

## Un nouveau rendez-vous manqué ?

L'échec de la Conférence de Copenhague sur le climat a sonné le glas des espoirs de voir s'engager la communauté internationale sur des objectifs précis et chiffrés de développement durable. Certes ces Objectifs de Développement Durable sont souhaités par les participants à Rio+20 mais les échéances pour engager une réelle politique en faveur de la durabilité sont à nouveau repoussées. De plus, Rio+20 n'a pas eu le même écho que le Sommet de la Terre en 1992 en raison de l'absence des principaux dirigeants des pays du G20, plus enclins à se pencher sur leurs crises financières et économiques qu'à se soucier d'une planète agonisante.

Dans un contexte mondial sombre, la responsabilité de la mise en œuvre d'un développement durable incombe encore plus aux citoyens et aux autres acteurs des territoires. En s'appuyant sur les recommandations de Rio+20, chaque territoire pourrait adopter ses propres ODD et participer à la transformation des modes de production et de consommation, qui sont la clé de la durabilité.

Benoît Théau  
IGAPURA

[benoit.theau@igapura.org](mailto:benoit.theau@igapura.org)



**Nombreux reportages vidéos sur Rio+20  
et sur des initiatives positives  
de développement durable sur :**

**[www.Positive-Rio.tv](http://www.Positive-Rio.tv)**